

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 08/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL CAMBERT ENERGIE

31 rue des Bouissettes
34070 Montpellier

Références : 81-CRARC-2025-169
Code AIOT : 0006809433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement SARL CAMBERT ENERGIE implanté Cap Redoundé 81320 Barre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le parc éolien de Cap Redounde est en cours de renouvellement. L'inspection des installations classées effectue plusieurs visites au cours du chantier afin de vérifier le respect des prescriptions lors de ses différentes phases notamment le démantèlement, l'excavation des fondations, la création de nouvelles fondations, le levage des aérogénérateurs et la mise en service. Cette inspection est la troisième sur ce chantier de renouvellement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CAMBERT ENERGIE

- Cap Redoundé 81320 Barre
- Code AIOT : 0006809433
- Régime : Déclaration
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Cap Redounde (Cambert Energie) est composé d'un poste de livraison et de 3 éoliennes (modèle ECOTECNIA 62) d'une puissance unitaire de 1,3 MW. Le parc est exploité par la société VALECO. Les 3 éoliennes du parc ont été démantelées et seront remplacées par 3 autres éoliennes (modèle ENERCON E82) de puissance unitaire de 3 MW. Le chantier a débuté le 26 août 2024 et la mise en service du parc est prévue en janvier 2026.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.5	Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
2	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
3	Remise en état en fin d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.	Sans objet
4	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.1	Sans objet
5	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.1	Sans objet
6	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.2	Sans objet
8	Phase chantier	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.7	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.7.1	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article III.3.5.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le suivi du chantier est satisfaisant, notamment le suivi écologique qui a conduit l'exploitant à adapter le calendrier des travaux et à procéder au déplacement d'une espèce végétale protégée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Remise en état en fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.
Thème(s) : Risques chroniques, Démantèlement des installations
Prescription contrôlée : Les opérations de démantèlement et de remise en état comprennent les opérations suivantes : 1. Le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
Constats : Lors de la visite d'inspection du 16 mai 2025, l'éolienne RED03 était intégralement démontée et les câbles retirés. Les éoliennes RED01 et RED02 étaient encore en fonctionnement. Lors de la visite du 4 décembre 2025, l'inspection constate que les 3 éoliennes (RED01, RED02 et RED03) ainsi que tous les câbles ont été retirés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état en fin d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.
Thème(s) : Risques chroniques, Excavation des fondations
Prescription contrôlée : Les opérations de démantèlement et de remise en état comprennent les opérations suivantes : [...] 2. L'excavation de la totalité des fondations, jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;

<p>Constats :</p> <p>L'intégralité des fondations des trois éoliennes RED01, RED02 et RED03 ont été excavées et l'exploitant a indiqué les avoir comblées avec des terres provenant du site, notamment des terres provenant des excavations pour les éoliennes de remplacement, PEC01-EOL1, PEC02-EOL2 et PEC03-EOL3.</p> <p>L'inspection constate que les emplacements des anciennes éoliennes ne laissent aucune trace et considère que la remise en état s'intègre correctement dans le paysage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Remise en état en fin d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article I > 9.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté les bordereaux de suivi des déchets relatifs au démantèlement. Par sondage, l'inspection a examiné le dernier bordereau daté du 16 décembre 2025 relatif à des eaux hydrocarburées (code déchet 13 05 07*), dont la quantité s'élève à 1,071 tonne. Celui-ci est correctement renseigné et le producteur du déchet est CAMBERT ENERGIE.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Préparation et encadrement du chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des documents de planification environnementale des travaux dans le cadre de la procédure d'appel d'offres et son suivi de chantier.</p> <p>Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> le contexte environnemental du projet, les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues, le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle, le plan de circulation des engins, les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire, la sensibilisation, la formation, le contrôle interne. <p>Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection de suivi de chantier du 26 novembre 2024, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan général de coordination pour la protection de l'environnement (PGCE), daté du 6 mai 2024.</p> <p>Ce document détaille notamment le calendrier des travaux en cohérence avec les prescriptions environnementales, les mesures environnementales à respecter sur le chantier, le plan de coordination pour la protection de l'environnement, les procédures et demandes d'agrément, un rappel de la charte « chantier vert » de l'exploitant, ainsi que des modèles de fiches réflexes, de bordereaux de suivi des déchets et des cartographies localisant les mesures environnementales en phase chantier.</p> <p>Lors de l'inspection de suivi de chantier du 16 mai 2025, l'exploitant a indiqué la découverte d'une station de Myosotis de Balbis, espèce protégée, à proximité d'une éolienne, déjà identifiée dans le PGCE. Entre-temps, l'exploitant a transmis à l'inspection une mise à jour des mesures ERC-S (éviter, réduire, compenser, suivre) afin de prendre en compte le déplacement de cette station.</p> <p>Lors de l'inspection du 4 décembre 2025, l'exploitant a présenté le rapport de l'écologue relatif au déplacement de la station de Myosotis de Balbis. La station initiale, d'une superficie de 273 m², a été déplacée vers deux sites d'accueil d'une superficie respective de 180 m² et 330 m². Le transfert a été réalisé le 9 septembre 2025, postérieurement à la période de fructification de l'espèce. L'opération a consisté en un prélèvement de la couche superficielle du sol sur 10 cm d'épaisseur, incluant les individus de Myosotis, puis en son transfert vers les deux sites receveurs. L'inspection constate la réalisation effective du déplacement des stations. Un suivi post-transfert des stations d'accueil sera mis en œuvre conformément à la mesure MS1, aux échéances N+1, N+2, N+3, puis tous les cinq ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Phase chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement aux travaux et à l'intervention des engins :</p> <ul style="list-style-type: none"> •les surfaces nécessaires au chantier sont clairement identifiées et balisées, conformément à la mesure MR9; •les milieux humides et aquatiques non détruits et la station de Myosotis (ME1) sont balisés et évités en totalité pour les installations de chantier, les dépôts de matériaux et de déplacement des engins ; •les ornières et flaques d'eau sont comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens, et dans ce cas un balisage approprié est réalisé. •les dispositions sont prises pour empêcher le public d'accéder au chantier ; ces dispositions restent en place pendant toute la durée du chantier ; •des points de regroupement du personnel et de rendez-vous avec les services départementaux d'incendie et de secours en cas de sinistre sont définis en lien avec ces derniers.
<p>Constats :</p>

L'exploitant a transmis à l'inspection une cartographie précise du périmètre des travaux et des enjeux environnementaux présents (dont la Myosotis de Balbis). L'inspection constate la présence de panneaux interdisant l'accès du public ainsi que la présence de points de regroupement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Phase chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Circulation d'engins
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de circulation est établi pendant la période de construction. En dehors des périodes d'activité, tous les engins mobiles, hormis les grues, sont stationnés sur les plateformes réservées à cet effet.</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles).</p> <p>La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore.</p> <p>En aucun cas, les engins ne transiteront par la piste longeant le captage de Cambert et le PPR. (ME4).</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan général de coordination pour la protection de l'environnement intègre un plan de circulation précisant que les engins de chantier ne transitent pas par la piste longeant le captage et son périmètre de protection rapprochée (PPR).</p> <p>L'inspection constate la présence d'une signalisation adaptée, comprenant des panneaux limitant la vitesse des véhicules à 30 km/h ainsi que des panneaux signalant la présence d'engins de chantier.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Phase chantier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :</p> <ul style="list-style-type: none"> •(MR3) Les travaux seront réalisés en dehors des périodes de fortes pluies ; •(MR3) Aménagement des pistes et des plateformes avec une pente suffisante et de fossés permettant de récupérer les eaux de ruissellement. Les exutoires sont équipés de dispositifs permettant de garantir la filtration des matières en suspension ; •installation des baraquements de chantier, de leur assainissement hors du Périmètre de Protection Immédiate du captage d'eau potable de Cambert ; •(MR2) Stationnement, entretien et opérations de ravitaillement des véhicules et des engins de

<p>chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile, hors du périmètre de protection éloigné du captage d'eau potable de Cambert. Le stockage des carburants des engins s'effectuera hors site ou dans une cuve étanche double paroi, dont la capacité de rétention est au moins égale à 100 % de la capacité du réservoir ;</p> <ul style="list-style-type: none"> •(MR2) Mise à disposition de kits anti-pollution dans les engins et au niveau de l'aire étanche; •(MR2) Mise en place d'un poste de récupération des laitances de béton produites lors du lavage des toupies (filtration, décantation et traitement des eaux avant rejet); <p>Mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la présence de bottes de paille disposées au niveau des exutoires, destinées à assurer la filtration des matières en suspension. Elle relève également que la base vie est implantée en dehors du périmètre de protection immédiate du captage d'eau.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a interrogé le chauffeur d'un engin de levage sur la présence à bord d'un kit anti-pollution. Celui-ci a indiqué que le kit anti-pollution n'était pas présent dans l'engin, mais stocké au niveau de la base vie. L'inspection a procédé au contrôle du kit anti-pollution présent à la base vie, lequel s'est révélé conforme. Toutefois, l'inspection relève que ce kit aurait dû être disponible directement dans l'engin de chantier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'équiper les engins de chantier de kits anti-pollution et de veiller à ce que ces kits restent dans ces engins. Ce même constat a été fait lors de la visite d'inspection du 16 mai 2025 en interrogeant un conducteur de tractopelle.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

N° 8 : Phase chantier

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.3.4.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de chantier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article L. 411-2 du code de l'environnement sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.</p> <p>Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale est repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans l'étude d'impact ou si un impact sur l'environnement est soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à la DREAL Occitanie les solutions appropriées.</p> <p>Un rapport de suivi du chantier établi par l'exploitant est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du</p>

présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.
Constats : Le bureau d'études EXEN a été choisi par l'exploitant pour le suivi du chantier. L'exploitant a présenté les rapports des écologues, notamment celui relatif au déplacement de la Myosotis de Balbis (voir point 4). L'inspection considère que le suivi du chantier est satisfaisant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des installations
Prescription contrôlée : Chaque mât ou poste de livraison fait l'objet d'un affichage réfléchissant, mentionnant le numéro de l'éolienne. À l'entrée de chaque plateforme, l'identification de l'ouvrage (type d'ouvrage, nom de l'exploitant, nom du site, numéro de l'éolienne ou du poste de livraison, numéro d'appel d'urgence de l'exploitant) sera clairement affichée.
Constats : L'inspection constate que les éoliennes PEC01-EOL1, PEC01-EOL2 et PEC01-EOL3 sont identifiées par des panneaux de chantier à leurs bases. L'exploitant indique que l'identification définitive de ces éoliennes sera réalisée ultérieurement et avant la mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article II.8
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage
Prescription contrôlée : En période d'exploitation, les aérogénérateurs sont équipés d'un balisage diurne et nocturne conformément à l'arrêté du 23 avril 2018.
Constats : L'inspection constate le fonctionnement du balisage diurne des trois éoliennes. La synchronisation entre les éoliennes ainsi que celles du parc voisin sera réalisée avant la mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2023, article III.3.5.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection de l'avifaune
Prescription contrôlée : Un système visant à réduire la mortalité aviaire, due à une collision d'une espèce cible avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne des aérogénérateurs, à savoir du lever du soleil jusqu'au coucher du soleil, est mis en place. [...]
Constats : L'exploitant indique à l'inspection que le système de détection avifaune, du constructeur BIOSECO, sera installé mi-décembre 2025 et sera opérationnel en janvier 2026 avant la mise en service.
Type de suites proposées : Sans suite